

# Envers et contre tout, la RDC a voté

Les premiers résultats d'élections, attendues depuis plus de deux ans, devraient être annoncés mardi

## REPORTAGE

KINSHASA (RDC) - envoyé spécial

Tout s'est passé si vite. Dimanche 30 décembre, plus de 39 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour désigner le successeur de Joseph Kabila, au pouvoir depuis dix-huit ans malgré la fin de son dernier mandat en décembre 2016. Cette journée tant espérée, priée, rêvée depuis deux ans et une semaine a finalement eu lieu. Pour que ce jour de vote arrive, des Congolais ont dû se battre, mourir sous les balles des forces de sécurité, survivre à la torture, à la misère et à l'exil.

Ce dernier dimanche de l'année aurait pu être celui du grand soulagement. Avant l'inévitable contestation des premiers résultats qui, selon la Commission électorale nationale indépendante (CENI), devraient être annoncés mardi soir. Entre-temps, il y a les tendances redoutées, lâchées par les partis politiques, et les dangereuses victoires autoproclamées par les trois grands candidats.

L'ancien ministre de l'intérieur Emmanuel Ramazani Shadary n'a pas attendu. « C'est moi le président à partir de ce soir », s'est empressé de déclarer le candidat du pouvoir à la sortie du bureau de vote, tôt le matin. Kinshasa, la capitale, s'est réveillée sous une pluie diluvienne, perturbant l'ouverture, prévue à 6 heures, de nombreux bureaux de vote.

Même dans le quartier huppé de la Gombe, où ont voté M. Shadary, Joseph Kabila et le chef de file de l'opposition révélé durant la campagne, Martin Fayulu, l'électricité fait défaut. Les bureaux de vote du collège Saint-Joseph se mettent en place à la lampe torche. Le personnel tarde, et les machines à voter électroniques, jamais éprouvées dans des conditions réelles, se révèlent capricieuses.

A quelques kilomètres de là, dans la commune de Limete, l'un des bastions de l'opposition, des grappes d'électeurs humiliés, sous la pluie, peinent à contenir leur colère. Dans le petit immeuble décati de l'école Enodi, il n'y a toujours pas de listes d'électeurs et le matériel est défaillant.

« C'est la désorganisation totale et un manque de transparence regrettable, mais on garde l'espoir et, surtout, on ne veut pas donner nos voix, car, ici, pas une personne ne vote Shadary », dit Rémy Masamba. Ce deuxième vi-

ce-président de l'Assemblée nationale est aussi un cadre de l'Union pour la démocratie et le progrès social, le principal parti d'opposition cofondé par le mythique Etienne Tshisekedi (1932-2017), dont le fils, Félix, est candidat à la présidentielle. Assis sous un appentis, M. Masamba appelle les jeunes au calme.

### Une foule compacte

A Limete, tout le monde ou presque soutient M. Tshisekedi et a dû attendre deux ans, une semaine et neuf heures supplémentaires avant de se bousculer, se battre. Car certains bureaux de vote à Enodi, comme d'autres à Limete et ailleurs dans les quartiers populaires de Kinshasa, ont ouvert aux environs de 15 heures, soit avec neuf heures de retard et à deux heures de la fermeture officielle.

« Je suis arrivé à l'aube et je viens voter pour que mes enfants vivent

**« Ça va être truqué, mais je vais gagner et je me vois président »**

MARTIN FAYULU  
candidat de l'opposition

autre chose que le mabutisme et le kabilisme », dit Astrid, 74 ans, qui n'a jamais utilisé un smartphone de sa vie et va découvrir un écran tactile pour la première fois, celui de la machine à voter. Figée au milieu d'une foule compacte de jeunes excités, la dame semble imperturbable sur son banc en bois, dont un autre, juste à côté d'elle, vient de s'effondrer. « Même les bancs n'en peuvent plus d'attendre. On n'a jamais vu de telles conditions de vote », peste un trentenaire, qui compare avec les élections de 2006 et de 2011.

Les promesses d'« élections parfaites » formulées par le gouvernement et par le président sortant, Joseph Kabila, sont mises à mal, même si le président de la CENI, Corneille Nangaa, avait pourtant confié à des diplomates en poste à Kinshasa qu'il se démenait pour « éviter les contestations sur des insuffisances techniques ».

Au cours de ce processus, l'homme est devenu l'un des personnages les plus abhorrés du pays, soupçonné d'être au service du régime Kabila. Il a pu le constater lors de sa venue sous escorte policière à Limete, ce dimanche, insulté et pris à partie. « Les pro-

blèmes logistiques sont innombrables. Corneille Nangaa est responsable. Je le lui ai dit encore aujourd'hui, insiste l'autre candidat de l'opposition, Martin Fayulu, qui suit le déroulé du vote depuis sa maison-hôtel du centre de Kinshasa, où il reçoit des appels et lit la Bible. *« Ça va être truqué mais je vais gagner et je me vois président. »*

Selon l'Eglise catholique congolaise, qui a mobilisé 40 000 observateurs sur tout le territoire, les retards et les avanies techniques se sont accumulés au fil de la journée. Sur 12 300 rapports reçus à la mi-journée, elle dénombrait 1 544 incidents à l'ouverture de bureaux de vote dont 846 établis

**A Kinshasa, on a pu voter, critiquer, insulter le régime et la Commission électorale, sans risquer de se faire tuer**

dans des « lieux prohibés », comme des postes de police, des locaux de partis politiques ou des débits de boisson. Des centaines de machines à voter sont tombées en panne. Dans l'est du pays, des observateurs rapportent que des groupes armés ont menacé des électeurs et des agents de la CENI. L'un a été tué dans le Sud-Kivu, où quatre morts ont été recensés.

C'est pourtant d'un coin du Nord-Kivu, meurtri par les tueries et par Ebola et où le vote a été officiellement reporté à mars 2019, que la plus belle image de ces élections a été envoyée au monde. Dans les villes de Beni et de Butembo, des urnes ont été improvisées et les habitants y ont déposé des bulletins symboliques, comme on poserait une fleur sur un fusil. Une manière de rappeler à la CENI et au régime de Joseph Kabila qu'ils existent et que ni Ebola, ni la violence, ni les failles techniques ne les empêcheront d'exprimer leur vote.

### Ferveur

Malgré ces difficultés, Kinshasa a voté dans la ferveur. Les télécommunications n'ont pas été suspendues, aucun jeune n'a été tué et pas un opposant n'a été arrêté, comme c'est un peu la tradition dans la région, au Congo-Brazzaville, au Gabon, au Burundi...

Le climat de tension s'est évaporé, le temps de cette journée.

Un vote pour conjurer les peurs des dernières années, marquées par la répression d'un régime qui a usé de la ruse et de la force pour se maintenir au pouvoir et reporter les scrutins. Un bulletin pour se sentir libre de décider du destin de ce pays, de croire que les putschs, les rébellions et les assassinats de dirigeants appartiennent au passé. L'enjeu n'est autre que la première alternance pacifique de l'histoire de la RDC depuis l'indépendance, en 1960. Et à Kinshasa, traditionnellement acquise à l'opposition, la majorité des électeurs répète en boucle un mot, une motivation : « Le changement. »

« On va montrer au monde entier qu'on veut l'alternance », dit Suzie, jeune mère de quatre enfants, dont le mari est parti il y a quatre ans chercher, en Angola, des diamants qu'il ne trouve pas. Le soleil se couche et elle patiente devant un bureau de vote de Lemba. Cette commune de Kinshasa s'était comme d'autres embrasée et avait sacrifié des jeunes tués par les militaires dans la nuit du 19 décembre 2016, la dernière au pouvoir pour Joseph Kabila, selon la Constitution. Suzie s'en souvient et ne veut plus revivre cette guerre urbaine. « Même si on n'a pas confiance en la CENI, on fait notre devoir. Si Shadary gagne, ce qui n'est pas possible, les jeunes vont se prendre en charge et les violences vont recommencer. Que Kabila nous laisse décider », dit-elle.

Certains bureaux de vote, ouverts tardivement ou débordés par la détermination des Kinolais à participer à ces élections, repoussent la fermeture. D'autres font fi des files d'attente et dépouillent les bulletins à la lueur de lampes torches. Certains habitants dont les noms ne figurent pas sur les listes d'électeurs, d'autres arrivés trop tard et des témoins de partis politiques de l'opposition tenus à l'écart des dépouillements brillent dans l'obscurité.

Dimanche 30 décembre, dans une mégapole ranimée, on a pu voter, critiquer, voire insulter le régime et la CENI, sans risquer de se faire tuer. Reste l'angoisse d'une éventuelle proclamation officielle de la victoire de M. Shadary. Premières bribes de réponse mardi soir. ■

JOAN TILOUINE

## LE CONTEXTE

### ÉLECTIONS

Les élections générales auraient dû avoir lieu en décembre 2016. Il y a exactement deux ans, le pouvoir et l'opposition signaient l'accord de la Saint-Sylvestre, sous l'égide de l'Eglise catholique congolaise. Le président Joseph Kabila s'est maintenu à la tête de l'Etat une année en plus, le temps que se tiennent des élections présidentielle, législatives et provinciales, d'abord prévues en décembre 2017. Les scrutins ont finalement été reportés au 23 décembre 2018, puis une dernière fois décalés d'une semaine, au 30 décembre, officiellement pour des raisons techniques. La présence d'observateurs occidentaux a été refusée par les autorités, qui ont laissé quarante-huit heures à l'ambassadeur de l'Union européenne à Kinshasa pour quitter le pays, avant la tenue des scrutins. Quatre circonscriptions, réunissant 1,2 million d'électeurs, en partie acquis à l'opposition, ne voteront qu'en mars 2019, pour des raisons sécuritaires et sanitaires. Les résultats définitifs sont prévus le 15 janvier.